

DÉBATS • PARCOURSUP

« Plutôt que de tirer sur Parcoursup, mieux vaudrait chercher à l'améliorer »

CHRONIQUE



Philippe Bernard

Le système de collecte des vœux d'orientation de près d'un million de lycéens et étudiants a rendu visible la sélection opérée par certaines filières, mais n'a nullement créé de tels processus, explique, dans sa chronique, Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde ».

Publié le 17 juin 2022 à 18h01 - Mis à jour le 18 juin 2022 à 06h48 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Longtemps, la fin juin annonçait le retour d'un psychodrame national annuel : le bac. Sœurs froides garanties pour un examen longtemps réservé aux classes aisées et dont le taux de réussite ne dépassait pas 65 % jusqu'aux années 1980. C'était le temps où les inscriptions dans l'enseignement supérieur tenaient de la foire d'empoigne : des files d'attente se formaient dès l'aube devant les facs les plus prisées et les premiers arrivés raflaient les meilleures places, juste après les pistonnés. Aujourd'hui, le bac, réussi par 83 % d'une classe d'âge, ne fait plus guère trembler. Le véritable examen, celui dont les résultats commencent à tomber avant même la fin des épreuves du bac, c'est Parcoursup.

Lire aussi : [Le bac, symbole en passe d'être supplanté par Parcoursup](#)

Présentée comme une loterie injuste, un « mercato » symptôme de la « dérive libérale » du système éducatif, la plate-forme a mauvaise presse. Inaugurée en 2018 sous Emmanuel Macron, elle est devenue, pour l'opposition, une arme politique d'autant plus prisée que le stress qu'elle exacerbe chez les lycéens et dans les familles est réel (82 % des élèves le disent dans un [sondage Ipsos](#)). Jean-Luc Mélenchon promet de la « démanteler ». Par quoi le remplacer ? « *Par rien* », a-t-il répondu, le 23 mars, dans *La Croix*, posant que « *le choix des jeunes doit être respecté* » et prônant, le 3 juin, sur Franceinfo, le « quoi qu'il en coûte » dans l'éducation.

Grande moulinette

Parcoursup, site sur lequel les vœux d'orientation de près d'un million de lycéens et étudiants en réorientation sont collectés, classés et confrontés aux places offertes dans près de 20 000 formations du supérieur, est pourtant loin d'être le « Big Brother » implacable, la grande moulinette à écraser les plus faibles et à briser les vocations, que ses détracteurs les plus caricaturaux dénoncent.

Si la plate-forme a formalisé un classement national et rendu visible la sélection opérée par certaines filières, elle n'a nullement créé de tels processus, préexistants et inévitables, même dans une France qui consacrerait enfin des moyens budgétaires suffisants à l'enseignement supérieur. Qui peut soutenir que n'importe quel cursus convient à n'importe quel lycéen ? Quant aux algorithmes prétendument aveugles, ils ne doivent pas masquer le travail des milliers d'universitaires qui, dans

les filières « sous tension » ou sélectives, examinent et choisissent les étudiants, là où un absurde tirage au sort était parfois effectué dans le système APB précédent.

« *Parcoursup a quelque chose de violent parce que chaque lycéen, qui savait se situer dans sa classe, se trouve projeté soudain dans un classement national pseudo-objectif*, reconnaît le sociologue Vincent Tiberj. *Mais la plate-forme rebat les cartes. Elle remet en cause la hiérarchie supposée des lycées et la possibilité d'accéder aux formations les plus demandées sur un coup de dé, par un concours très favorable aux garçons de CSP +. D'où le mécontentement des familles favorisées dont le choix des "bons lycées" n'est plus aussi payant.* » Que nombre des critiques du système proviennent des beaux quartiers devrait interroger la gauche. Que 73 % des bacheliers 2021 estiment que Parcoursup a « facilité leur entrée dans le supérieur » aussi.

Lire aussi : [« Sur Parcoursup, le premier jour, c'est une déception pour presque tout le monde »](#)

En posant le principe qu'une moyenne donnée dans un lycée prestigieux, un 16, par exemple, équivaut à la même note dans un établissement de banlieue, la plate-forme n'a évidemment pas remédié aux inégalités – de classe, de famille, d'établissement – qui pèsent sur le passage dans le supérieur, notamment en matière de connaissance du système et de niveau d'ambition. Mais Parcoursup a pour vertu de mettre à nu un énorme non-dit de notre système scolaire : l'inégalité de fait entre des établissements présentés comme équivalents.

Comment tenir compte de cette disparité ? Faut-il donner un bonus aux lycées qui font le plus réussir les élèves défavorisés ? De tels débats, qui soulèvent la question de donner plus aux établissements qui en ont le plus besoin, seraient salutaires. Cela suffit-il à prétendre, comme ses contempteurs, qu'un système qui tente d'unifier les procédures d'affectation et de privilégier le mérite sur la localisation du lycée d'origine introduit « *une logique marchande dans le système éducatif* » ?

Enfermer dans un choix

Quant aux algorithmes supposés maléfiques, ils ne reflètent que les choix des humains qui les conçoivent. En imposant un quota de boursiers à toutes les formations, Parcoursup a introduit discrètement une *affirmative action* à la française fondée sur des critères sociaux. « *Les algorithmes peuvent être utilisés pour limiter le poids des inégalités sociales* », assure encore Vincent Tiberj. Le nombre de boursiers ayant accepté une proposition dans Parcoursup est ainsi passé de 20 % à 25 % depuis 2018.

Plutôt que de « tirer sur Parcoursup », mieux vaudrait chercher à l'améliorer. Car la plate-forme souffre de tares. Elle suppose une connaissance de son fonctionnement et de ses pièges, que seules possèdent les familles aisées. Une inégalité que le dispositif d'aide à l'orientation dans les lycées, très insuffisant, ne compense pas et dont témoigne le développement des officines privées qui aident à remplir les dossiers.

Parcoursup souligne aussi la propension française à enfermer les jeunes dans un choix, à refuser le droit à l'erreur, à pénaliser les trajectoires hétérodoxes. En outre, plusieurs dizaines de milliers de lycéens, surtout des filières professionnelles, restent sur le carreau chaque année et ne bénéficient d'aucun suivi.

Enfin, Parcoursup ne saurait apporter un remède au cruel manque d'investissement de la France dans son enseignement supérieur, au fort taux d'échec en première année de licence et au manque de places dans les formations courtes. Mais remplacer Parcoursup « *par rien* » aurait une conséquence certaine : rétablir les modes de sélection ultra-biaisés et la loi de la jungle d'antan.

Philippe Bernard

Services